

# Édouard Philippe face à nos lecteurs : « Le pays est perturbé mais pas bloqué »

Le Premier ministre a reçu vendredi sept lecteurs du Parisien - Aujourd'hui en France pour un entretien exclusif au cours duquel il a défendu l'ambitieuse mais très contestée réforme des retraites.

Par **Olivier Beaumont, David Doukhan, Catherine Gasté et Nathalie Schuck**

Édouard Philippe a beau être débordé et au cœur d'une tempête sociale, il a pris le temps. Presque deux heures, vendredi 13 décembre au matin, pour accueillir sept lecteurs du Parisien-Aujourd'hui en France dans son bureau de Matignon, au premier étage où le Premier ministre a d'abord joué les guides. « Bien voilà... C'est ici », dit-il à ses hôtes en les invitant à découvrir les lieux. « C'est très doré », concède ensuite le chef du gouvernement, presque gêné.

Son bureau a été parfaitement rangé pour l'occasion. Pour ses visiteurs, il ouvre les fenêtres qui donnent sur le parc, l'un des plus réputés de Paris. « Parfois, quand il y a du soleil, j'aime bien y faire un tour pour passer des coups de fil », confie-t-il à Virginie, directrice de

crèche de 36 ans, qui en profite pour prendre quelques photos, comme les autres « panélistes ».

Puis tous prennent place autour d'une grande table ovale où Édouard Philippe entre dans le sujet, sans round d'observation. Il s'enquiert des difficultés de chacun en pleine grève contre la réforme des retraites, dont il a dévoilé mercredi les contours. « Vous avez du mal à vous déplacer en ce moment ? » Mohamed, rieur, prévient la petite assemblée : « Attention, le Premier ministre est boxeur. Il tape ! ». « Jamais ! », se récrie-t-il dans un grand sourire.

Détendu, le chef du gouvernement ? La tension se devine à ses mains crispées, et ce bout de papier qu'il déchire méthodiquement en répondant aux questions. Courtois, il peut aussi se montrer un brin cassant, écartant d'un ton agacé les chiffres qui circulent sur le futur montant des pensions ou la revalorisation des professeurs : « tous les simulateurs sont faux ! », cingle-t-il. **Il en profite aussi pour assurer de la « bonne foi » de son haut-commissaire aux Retraites Jean-Paul Delevoye, dans la tourmente après les « oublis » de sa déclaration d'intérêts.**

On le dit fatigué, essoré ? Il s'égare un peu dans les jours, comme lorsqu'il évoque une grève qui dure depuis « deux semaines ». Huit jours en réalité (dix, si l'on compte jusqu'à ce dimanche 15 décembre)... qui en paraissent peut-être le double depuis son bureau de Matignon. Un de nos lecteurs s'appelle comme lui, Édouard. « Ça me fait bizarre », sourit-il, à force d'entendre plusieurs fois prononcer le prénom. « Remarquez, on m'appellera plus longtemps Édouard que monsieur le Premier ministre », philosophe-t-il.

Se sentirait-il sur un siège éjectable en cas de recul sur la réforme ? Il a beau éluder, les ennuis sont bien là. Ils le rattrapent même après une

heure et quart d'interview quand son téléphone se met à sonner frénétiquement. Il se raidit soudain en lisant sur l'écran : « Problème de sécurité ». « Excusez-moi », souffle-t-il en s'éclipsant quelques instants. Il vient d'apprendre que des policiers ont abattu un homme qui les menaçait au couteau à la Défense. Le voilà contraint d'écourter la rencontre en laissant ses invités sur ces mots : « Ça chauffe ! ».

## **LA GRÈVE ET SES CONSÉQUENCES**

**« Les Français n'accepteraient pas que certains puissent les priver » de Noël**

**Édouard Level. Le pays s'est mis en grève avant même que vous ayez présenté la réforme. Vous vous y attendiez ?**

**ÉDOUARD PHILIPPE.** Je ne me faisais aucune illusion, en m'engageant dans cette réforme, sur le fait qu'il y aurait des manifestations, des grèves. Certes, il y a eu des grèves très suivies, mais seulement dans quelques corps de la fonction publique. Je ne le sous-estime pas. Je ne dirais donc pas que tout le pays est en grève. Ce n'est pas un blocage total, mais c'est pénible. C'est d'ailleurs cet impact sur des millions de Franciliens qui est recherché par certaines organisations syndicales. Je relève aussi qu'elles avaient choisi d'appeler à la grève le 5 décembre, ce qui est leur droit, alors que nous avions dit dès le début qu'on donnerait notre projet mi-décembre. Elles ont donc choisi d'annoncer la grève avant de connaître le projet, c'est leur stratégie.

**N'y a-t-il pas eu, tout de même, un problème de communication de votre part ?**

On a surtout essayé de prendre notre temps. Cela peut sembler bizarre, car on donne parfois aussi l'impression de vouloir aller vite pour faire des réformes. Mais là, pas du tout. On a essayé de prendre le temps avec les organisations syndicales et patronales. Et je ne regrette pas de l'avoir fait. Sur le papier c'est assez simple : créer un seul système de retraite pour tout le monde. Mais le concevoir, discuter des conditions dans lesquelles on passe de 42 régimes existants à un seul, ça, c'est très compliqué. Je le savais. Mais je continuerai à prendre le temps qu'il faut.

### **Charihene El Hettak. Mais ne redoutez-vous pas la paralysie du pays pour Noël ?**

Je ne me pose pas exactement la question comme ça. Mon état d'esprit se résume en une formule : je suis ferme sur la volonté de changer de régime, mais pas fermé, car j'ai dit dès le début que j'étais prêt à continuer à travailler sur les modalités d'application. Et c'est pour cela que j'ai appelé les partenaires sociaux à discuter dans le courant de la semaine prochaine. Le plus vite possible. Ma porte est ouverte. Après, je vois bien que tout le monde voit arriver Noël avec inquiétude. Noël, c'est un moment important. Et il faudra que chacun prenne ses responsabilités. Je ne crois pas que les Français accepteraient que certains puissent les priver de ce moment.

### **Édouard Level. Et pourquoi pas un référendum pour demander aux Français leur avis ?**

Juridiquement, ce n'est pas impossible. On vit dans une démocratie et je rappelle que le président de la République et les députés ont été élus pour faire ce qui a été promis. Ils ont un mandat pour changer le système actuel de retraite. Et puis, je rappelle que le texte qui portera la réforme est très vaste, avec énormément de sujets à discuter. Je

pense donc qu'un examen par le Parlement est indispensable. Je n'ai pas peur du tout des référendums, mais c'est bien de confronter les textes à la majorité et aux oppositions. Je crois beaucoup à la démocratie représentative et parlementaire. Par ailleurs, le référendum, oui, c'est utile. Mais l'histoire a souvent montré que l'on répondait à une autre question que celle qui était posée. Et souvent le référendum écrase le débat public.

### **Virginie Courreges. Quel sera l'impact économique de ce mouvement ? La France ne risque-t-elle pas de perdre en attractivité ?**

Quand on envisage de supprimer les régimes spéciaux, on sait qu'il y aura forcément des grèves et un impact. Notamment sur les commerçants, le tourisme, les entreprises, etc. Nous sommes très vigilants. Et les informations dont nous disposons pour le moment indiquent que le pays est perturbé, mais pas bloqué. Il y a une gêne importante sur certains secteurs, l'hôtellerie, le tourisme, le commerce, mais pas de blocage total. J'ai en tout cas demandé à Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, de faire le point avec les commerçants pour suivre au jour le jour l'impact sur leur chiffre d'affaires. Nous étudions notamment des mesures de lissage pour le paiement de leurs cotisations sociales, afin qu'ils arrivent à passer le cap. On l'avait déjà fait au moment des Gilets jaunes.

### **SON AVENIR ET SON DUO AVEC MACRON**

**« Il n'y a aucun décalage avec le président de la République »**

**Josselin Lucke. On connaît votre amitié avec Alain Juppé. Vous parlez de cette réforme avec lui ? Il vous a conseillé ?**

(Rires). Non, il ne m'a pas donné de conseils. On se parle régulièrement. Je l'aime beaucoup et je crois que c'est partagé. Il m'a souhaité bon courage. Comme tous les gens qui savent que vouloir changer très profondément le système de retraite, c'est un exercice intense. Tous ceux qui m'aiment bien m'ont souhaité bon courage. Et, d'ailleurs, même ceux qui m'aiment moins...

**Il a connu la même chose avec les grèves de 1995...**

Oui, mais c'était très différent 1995. Et la grande différence, c'est que dans le programme du président Chirac, il n'y avait rien sur la remise en question du système de retraite, au contraire. Il s'était même fait élire sur une ligne très différente. Et à l'époque, la période de discussions avec les syndicats avait été beaucoup plus rapide, donc beaucoup moins achevée d'une certaine façon.

**William Piat. Mais si vous n'arrivez pas à faire cette réforme, que déciderez-vous ?**

Je ne me place pas dans cet état d'esprit. Je déploie toute mon énergie pour faire en sorte que ça marche et que ça soit un bon projet.

**Et si ça ne passe pas ? Vous démissionnez ?**

Je ne me pose pas ce genre de question. Sinon, on ne fait plus rien. Dans la vie, il y a plein de situations où on se dit parfois que ça risque de ne pas passer. Mais moi, j'essaie de convaincre mes concitoyens que cette réforme, c'est un plus. Cette réforme, j'y crois. Je suis déterminé. C'est pour cela que je suis calme.

**Mohamed Elmadekor. Emmanuel Macron ne s'est pas exprimé pour le moment. Vous, oui. Il y a quelque chose de flou ?**

Il n'y a aucun flou, aucun décalage avec le président de la République! On peut même dire que cela faisait bien longtemps qu'on n'avait pas vu un président de la République et son Premier ministre aussi alignés.

**Édouard Level. Mais si la réforme ne va pas jusqu'au bout, le quinquennat a-t-il encore un sens ?**

Avec beaucoup de « si » on n'avance pas. Comme disait ma grand-mère : avec des « si » on mettrait Paris en bouteille. Moi, je ne suis pas dans le « si », mais dans le « je fais ». Depuis que je suis arrivé à Matignon, on me pose souvent cette question. Et on a tenu. Regardez, il y a un an tout le monde parlait du prélèvement à la source en disant qu'on jouait gros. On a bien travaillé. Le président nous a mis une bonne pression. Résultat : qui parle aujourd'hui du prélèvement à la source ? Plus personne ! Parce que ça marche. Tout le monde le voit. Bien sûr qu'on ne sait jamais si on va réussir ! Mais la vie, c'est ça.

**Édouard Level. Vu les récentes révélations autour du haut-commissaire aux Retraites Jean-Paul Delevoye, doit-il démissionner ?**

Je pense que la bonne foi de Jean-Paul Delevoye est totale. Il s'en est expliqué. Quand il a eu la certitude que quelque chose dans sa déclaration (*NDLR : à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique*) n'allait pas, il a, à la fois démissionné des mandats pour lesquels il n'était pas rémunéré, et s'est engagé à rembourser immédiatement les sommes en question.

## **LES 64 ANS ET LE SIMULATEUR**

**« On veut créer un système qui laisse la place aux choix individuels »**

**Josselin Lucke. Vous allez mettre un malus aux travailleurs qui partent à 62 ans. Pourquoi ne pas être dire clairement que vous repoussez l'âge légal de départ à 64 ans ?**

C'est ce que propose la droite, qui veut mettre l'âge légal à 65 ans. Ça veut dire que, si vous voulez liquider votre retraite, vous êtes tenu d'attendre jusque-là ! Nous, on ne veut pas de ça. On veut créer un système qui laisse la place aux choix individuels. Aujourd'hui, l'âge légal, c'est 62 ans. Mais, en vérité, tout dépend de votre durée de cotisation. Si vous voulez une retraite complète, il faut 42 voire 43 ans, donc rester parfois très tard. On compte énormément de Français avec une vie professionnelle hachée qui doivent travailler jusqu'à 66 ou 67 ans ! Par exemple, il y a 80 000 femmes par an qui attendent 67 ans pour partir avec une retraite complète. À l'avenir, ces Français pourront partir plus tôt avec une meilleure retraite, ce qui est un grand progrès social. Et si on veut que les pensions soient préservées et que les cotisations n'augmentent pas, il faudra progressivement travailler un peu plus longtemps. D'après le Conseil d'orientation des retraites, il faudrait que l'âge de départ pour tous soit à 64 ans. Nous, nous créons un système où, si vous avez des revenus complémentaires et que vous voulez partir à 62 ans, vous pouvez le faire.

**Mohamed Elmadekor. C'est très bien tout ça, mais avec quel montant de pension ?**

Avec une pension qui sera un peu inférieure, c'est vrai, à celle que vous aurez à 64 ans, qui sera l'âge du taux plein. À l'inverse, ceux qui

aujourd'hui sont obligés de partir après 64 ans pourront partir plus tôt. Et si vous voulez travailler plus longtemps, votre pension sera un peu plus élevée. On ne veut pas obliger les gens à travailler plus longtemps, mais on veut les y inciter pour équilibrer le système. On sait tous qu'on vit plus longtemps, donc qu'on va travailler plus longtemps. Tous les pays à côté de nous l'ont fait. C'est aussi le cas chez nous, quand on regarde l'âge moyen de départ ( *NDLR* : 63,4 ans ). Mais si on veut être populaire, il ne faut pas le dire! Moi, j'assume de dire la vérité. J'ajoute un élément important s'agissant des carrières longues : dans le système actuel, quand vous commencez à travailler avant 20 ans, vous pouvez partir deux ans avant les autres. Je pense que c'est un bon système, c'est utile de le garder.

### **William Piat. Est-ce qu'on pourra continuer à avoir des points après 64 ans ?**

Oui, si on veut continuer à travailler, on pourra continuer à acquérir des points. C'est une sacrée différence avec aujourd'hui. Prenons votre cas : vous êtes artisan et vous liquidez vos droits à la retraite à 62 ans, mais vous avez envie de continuer à travailler. Dans le système actuel, dans ce cas, vous ne gagnez aucun droit supplémentaire. Dans le futur régime, vous cotiserez des points, donc vous améliorerez le niveau de votre retraite. Beaucoup d'organisations syndicales nous l'ont demandé, on l'a pris en compte.

Édouard Philippe promet un simulateur « le plus vite possible » pour que chacun puisse « se faire une idée des conséquences pour lui de la réforme » des retraites. /LP/Philippe Lavieille

### **Charihene El Hettak. Et ça se passe comment, cette histoire de points ?**

Vous aurez un compte et vous pourrez avoir accès en permanence au nombre de points que vous avez accumulés en fonction du nombre d'heures, de jours et de rémunérations, quelles qu'elles soient. Ce

mécanisme sera compliqué à monter mais, à l'usage, sera d'une grande simplicité : vous pourrez trouver votre nombre de points et, comme la valeur du point sera définie, connaître immédiatement vos droits à la retraite. C'est comme un téléphone portable : je ne peux pas vous expliquer comment ça marche à l'intérieur, c'est super-compliqué, mais je sais assez bien m'en servir, c'est très simple.

### **Virginie Courreges. À quelle date sera mis en place le simulateur ?**

On est en train de le construire, ce n'est pas facile. Il faut que toutes les hypothèses, toutes les données soient stabilisées. Les équipes du haut-commissaire aux Retraites ( *NDLR : Jean-Paul Delevoye* ) s'en occupent. Je leur ai demandé de faire un maximum de cas types, par exemple : « je suis professeur dans la fonction publique, j'ai 50 ans et trois enfants, quelle sera ma retraite demain » ? Ces cas types, je les veux avant le 18 décembre. Ensuite, il y aura le vrai simulateur, c'est-à-dire complet, qui permettra à chacun de se faire une idée des conséquences pour lui de la réforme. Je le veux le plus vite possible, c'est compliqué à construire, donc plutôt courant 2020, de préférence début 2020. Je vais continuer à mettre pas mal de pression sur les équipes!

### **Ce simulateur sera facile d'accès ?**

Quand le système sera lancé, il y aura une application pour ceux qui ont un smartphone. Ce sera le 1er janvier 2022, date de l'entrée en vigueur du nouveau système pour ceux qui ont 18 ans et auront leur premier job. À cette date, on mettra aussi beaucoup de choses positives en place, comme la retraite minimum à 1000 euros pour ceux qui ont cotisé toute leur vie. Pour les artisans, les agriculteurs et certains commerçants, c'est une avancée considérable. Puis, au 1er janvier

2025, soit trois ans après, on fera basculer dans le nouveau système tous ceux qui sont nés après 1975.

## **LES RÉGIMES SPÉCIAUX, LES SENIORS...**

**« Quand j'entends dire que le système actuel est vachement bien... tu parles, Charles ! »**

**Mohamed Elmadekor. Je suis ancien cheminot. En 2011, j'ai demandé ma retraite pour laisser la place à un jeune. Vous savez combien on m'a proposé ? 701 euros par mois ! Qu'est-ce qu'on fait avec ça ? J'ai peur que la nouvelle réforme soit encore plus dure.**

Quand j'entends certaines organisations syndicales nous dire que le système actuel est vachement bien... tu parles, Charles ! Le régime que nous voulons mettre en place n'a, d'abord, aucune conséquence pour les gens qui sont déjà à la retraite. Ils continueront à toucher leur pension et elle ne va pas diminuer. Ensuite, on veut être sûr que tous ceux qui feront valoir leurs droits pourront bénéficier d'une vraie retraite, en particulier ceux qui ont cotisé à plusieurs caisses différentes. Aujourd'hui, je vous assure, ce n'est pas simple ! Moi-même, j'en suis à cinq régimes de retraite... Demain, si vous êtes un jour fonctionnaire, puis salarié ou indépendant à votre compte, il n'y aura aucune conséquence, puisque ce sera le même régime pour tous : vous continuez à gagner des points, ils s'additionneront, leur valeur sera garantie, ce sera donc plus simple, et en avant !

**Théophile Bancal. Vous avez présenté votre réforme en insistant sur le fait qu'elle serait plus équitable. Christophe**

**Castaner, le ministre de l'Intérieur, a pourtant annoncé que le régime spécial des policiers serait conservé...**

Ce n'est pas ce qu'il a dit, et ce n'est pas ce qu'on va faire. On a toujours dit qu'un système universel, ce n'est pas un système uniforme. On n'a pas nécessairement envie que tous les militaires, y compris ceux qui vont sur les zones de conflits, aillent jusqu'à 64 ans. On ne veut pas se retrouver avec un régiment de combattants qui ont 63 ans! Il y a des spécificités opérationnelles, notamment dans les métiers dits régaliens, comme l'armée et la police, qu'il faut prendre en compte dans le cadre du régime universel. De la même manière, on ne va pas demander à un danseur étoile de l'Opéra de danser jusqu'à 64 ans.

**Mais chacun des régimes spéciaux va vous dire : « moi aussi j'ai mes spécificités, mes difficultés ! »**

Le critère de pénibilité, ce mécanisme dont bénéficient déjà les salariés du privé, sera un moyen d'y répondre. On va ouvrir ce dispositif à la fonction publique. Aujourd'hui, le travail de nuit n'est pas pris en compte pour les agents publics, ou sur des règles complètement différentes. Ce n'est pas juste. S'agissant des infirmières et des aides-soignantes, cela aura un impact considérable.

**Charihene El Hettak. Vous avez annoncé la suppression des régimes spéciaux. On commence par lequel, et on finit par lequel ?**

Tous en même temps et on finit au même rythme.

**« Notre objectif est de revaloriser les rémunérations des professeurs dès le 1er janvier 2021 »**

**Charihene El Hettak. Et les salaires des policiers, des professeurs... On fait beaucoup d'efforts et on n'est pas suffisamment rémunérés. Moi j'ai fait mes calculs sur les simulateurs des syndicats. Avec la revalorisation promise par monsieur Blanquer, ça me fait 20 euros de plus par mois !**

Excusez-moi, je vais le dire de façon un peu brutale : tous les simulateurs de retraite que vous voyez traîner sont faux ! Pardon de le dire, mais les syndicats ne peuvent pas savoir précisément ce que l'on va faire en matière de revalorisation des enseignants, puisque cette discussion vient d'être lancée. Si l'on compare la rémunération des professeurs de français par rapport à d'autres pays, ils gagnent moins, c'est incontestable. Mais à la retraite, ils ont une pension plutôt supérieure à la moyenne. Avec notre système, on sous-payé les professeurs pendant leur carrière et après ils se retrouvent avec des pensions supérieures à d'autres pays. Notre objectif est de revaloriser les rémunérations des professeurs. Cela commencera dès le 1er janvier 2021, selon des modalités qui sont à déterminer pendant le 1er semestre 2020 et qui s'appliqueront pendant plusieurs années.

**Edouard Level. Sur l'emploi des seniors, notamment dans le privé, beaucoup d'entreprises ont tendance à se séparer des personnes de 50-55 ans par peur qu'ils ne suivent pas le mouvement...**

Vous avez raison, il y a des entreprises qui ne se comportent pas bien. Mais pas seulement des entreprises. On a une société un peu bizarre qui a tendance à considérer qu'à partir de 50 ans on devient senior alors que la vie est plutôt moins dure qu'il y a cinquante ans. On est aussi plutôt en meilleure santé, on vit plus longtemps. Moi, j'ai bientôt 50 ans. Je suis capable de tenir dans un entraînement dix reprises de

boxe. Bon... peut-être pas dix. Contrairement à ce qu'on pense, le taux de chômage des seniors est inférieur aux autres catégories. En revanche, quand vous arrêtez d'avoir un travail à 55 ans, c'est beaucoup plus difficile d'en retrouver un. Deuxième chose, à cet âge-là, vous êtes beaucoup plus sensible aux questions de conditions de travail qu'à 30 ans. Là, on a un très important effort à faire. Quelqu'un qui travaille sur les chantiers, dans le BTP, à 55 ans, c'est sûr que c'est difficile. La pénibilité doit pouvoir permettre de partir un peu plus tôt. Avec cette réforme, nous incitons tous les gens à travailler un peu plus longtemps, c'est vrai, et nous l'assumons. Mais nous prendrons en compte les parcours individuels quand il y aura eu des activités pénibles. Et ça, c'est très juste.

### **William Piat. Qu'allez-vous faire contre les employeurs tentés de se séparer des seniors ?**

Nous avons chargé Sophie Bellon (*NDLR, présidente du conseil d'administration de Sodexo*) d'une mission sur le maintien dans l'emploi des seniors. Il va falloir mettre la pression sur les entreprises.

### **C'est-à-dire qu'il y aura un système de « Name and shame » pour les cancre de l'emploi des seniors ? Marlène Schiappa l'a bien fait sur l'égalité femmes-hommes...**

Laissez-moi le temps de préparer le plan du gouvernement. Il y a une vieille idée de certains syndicats qui consiste à dire : on pourrait faire un peu plus de 35 heures par semaine quand on a 30 ans, et un peu moins quand on en a 61. Une logique de gestion du temps tout au long de la vie. Je ne suis pas sûr qu'elle serait techniquement facile à mettre en œuvre, mais s'en inspirer, ça me semble intelligent.

**Charihene El Hettak. Pour rééquilibrer le système, pourquoi le gouvernement ne cherche-t-il pas à récupérer plus d'argent sur l'évasion fiscale, la fraude fiscale ? Et sur les plus riches ?**

Dans le nouveau système tout le monde cotise : pilote d'avion, travailleur du social, conducteur de train, Premier ministre... Tout le monde est dans le système et cotise de la même façon jusqu'à 120 000 euros de revenus annuels. Pour la partie des revenus qui dépassent les 120 000 euros, cela représente 2 % des Français, ils continueront à cotiser à hauteur de 2,8 % sans que cela leur ouvre des droits. Cela veut dire que les plus riches cotiseront pour les droits et les retraites des autres. Ensuite, concernant la fraude fiscale, il faut être sans pitié. Ce sont des gens qui s'arrangent pour ne pas payer en conscience ce qu'ils devraient payer aux impôts. C'est pour ça qu'on a pris un paquet de mesures. Le prélèvement à la source a permis de récupérer autour de 2 milliards d'euros, simplement parce que les gens oublient un peu moins de déclarer leurs revenus. Soyons clairs, on fait plus que ce qui se faisait avant.

**William Piat. On le voit sur les grandes orientations économiques, est-ce l'Union européenne qui vous dicte cette réforme ?**

Ça n'a rien à voir avec l'Union européenne ! On serait en dehors ce serait pareil. La question c'est : comment on équilibre le système, sachant qu'il y aura de plus en plus de gens à la retraite et de moins en moins qui travailleront, et donc qui cotiseront.

**Théophile Bancal. Pourquoi ne pas faire de la capitalisation ?**

Ce n'est pas mieux, car quand vous avez un gros choc boursier, économique, les pensions diminuent...

***Les lecteurs du Parisien-Aujourd'hui en France.*** Charihene El Hettak, 30 ans, Paris (XIIIe). Professeure d'histoire-géographie. Mohamed Elmadekor, 64 ans, Compiègne (Oise), cheminot retraité. Théophile Bancal, 25 ans, Paris (XVe), demandeur d'emploi. Josselin Lucke, 20 ans, Amiens (Somme), étudiant à Sciences-Po. Édouard Level, 44 ans, Paris (XVIe), directeur en reconversion digitale. William Piat, 38 ans, Châtillon (Hauts-de-Seine), artisan. Virginie Courreges, 36 ans, Paris (XIXe), directrice de crèche.